

## SOMMAIRE

---

### L'ÉDITO

**Pour un congrès utile aux Français et... aux Européens**

### LE BLOG-NOTES DE

**Jean-Christophe Cambadélis**

### LECTURES

**De battre, ma gauche s'est arrêtée,**  
par Jean-Paul Huchon

### DANS LA PRESSE

**Entretien de Pierre Moscovici au**  
**Figaro daté du 7 avril 2008**

### DISCOURS

**Discours de Jean-Christophe**  
**Cambadélis au conseil national du**  
**25 mars**

### TRIBUNES

**Contribution de Jean-Marie Le Guen**  
**à une prise de position du PS**  
**sur l'avenir de notre système de**  
**retraite**



## L'ÉDITO

### Pour un congrès utile aux Français et... aux Européens

Depuis quelques mois, le vernis craque. Les ouvriers de Grandrange viennent de faire l'amer constat que Nicolas Sarkozy est un vrai personnage de bande dessinée. Quand il se déplace ça fait « bling bling », mais les effets de ses promesses font « pschitt ». Celui qui rêve de remplacer Blair auprès de Bush a donné un autre signe. En décidant de fermer des ambassades tout en envoyant plus de soldats en Afghanistan, il a donné le ton. La diplomatie française se dépolitise – un trait tiré sur toute une tradition de la diplomatie française...

Dans quelques jours les Italiens vont voter pour élire un nouveau parlement. Une élection à haut risque car après le départ de Prodi, on pourrait assister au retour de Berlusconi car même à 70 ans passés, le cavaliere n'est toujours pas repu. Au Parti démocrate de Walter Veltroni, la peinture est encore humide, mais les derniers pronostics sont optimistes. Espérons que cela fermera le cycle infernal des défaites enregistrées par les sociaux-démocrates en Europe – neuf consécutives depuis 2004. C'est dire si, avec une droite majoritaire, l'enjeu des élections de 2009 est majeur.

Alors que le PSE prépare déjà ce rendez-vous, les socialistes français seront tout à leur congrès. On sait la tendance au repli sur soi qui est liée à la période des congrès. De combinazione en grandes et petites manœuvres, la tactique l'emportera sur la stratégie pour garantir quelques places ici et là au CN ou dans telle autre instance.

Les socialistes, premier parti au sein du groupe parlementaire à Strasbourg doivent donner un sens à leur engagement en faveur d'une Europe plus sociale, plus politique et plus juste. Dans l'ensemble du mouvement social-démocrate européen, l'exigence de clarté triomphe. Face à une droite plus dure que jamais, l'heure est à l'affirmation d'une gauche européenne. De Berlin à Madrid, d'Athènes à Riga, les sociaux-démocrates veulent « se faire » les conservateurs. Il faut que le congrès de l'automne soit un moment de cette bataille. Pas de manière protocolaire avec une attention polie portée au discours d'un dirigeant européen, mais de manière politique et active, puisque, paraît-il « nous sommes internationalistes »... D'ores et déjà plus de 120 000 personnes portent une attention au Manifeste du PSE, notre « programme commun ». Voilà une occasion de travailler à la construction du projet européen. C'est le moment de la saisir...

### **La motion de censure**

L'interview à L'Est Républicain du 07/04/2008 (propos recueillis par Laïd Sammari)

#### ***Pourquoi la gauche, et notamment les socialistes, ont-ils décidé de déposer une motion de censure ?***

C'est pour nous le moyen le plus efficace pour marquer notre total désaccord, tant sur le fond que sur la forme, avec l'envoi de soldats français en renfort en Afghanistan. C'est une décision grave qui mérite un débat. Il s'agit en effet d'évaluer le rôle de l'OTAN en Afghanistan et de clarifier les objectifs exacts de la mission.

#### ***C'est-à-dire... ?***

Nous ne savons ni où seront positionnés nos soldats, ni quels sont les buts de l'envoi de ces renforts, ni quelles peuvent être les conséquences d'une telle opération. S'agit-il d'une nouvelle gesticulation, d'un signe d'amitié envoyé aux Américains ou d'un répositionnement au regard de la situation au Pakistan ?

#### ***Qu'insinuez-vous par là ?***

Ce pays voisin de l'Afghanistan est en voie de déstabilisation. Si la situation venait à dégénérer au Pakistan, on peut craindre que nos soldats soient contraints de s'engager et franchir la frontière qui sépare ces deux pays où l'influence des talibans est grandissante. En tout état de cause, l'initiative de Nicolas Sarkozy peut s'avérer coûteuse pour les intérêts de la France et la vie de nos soldats.

#### ***Soyons clairs, la motion de censure qui sera défendue par François Hollande n'a aucune chance d'aboutir ?***

Nous aurions préféré que le Parlement ait plus de pouvoirs, c'est d'ailleurs pourquoi nous demandons une réforme de la Constitution. En attendant, nous voulons utiliser la tribune de l'Assemblée pour dire haut et fort que Nicolas Sarkozy ne combat pas les talibans mais cherche à soigner son image en satisfaisant aux exigences des Etats-Unis.

#### ***Est-ce un hasard si dans le même temps Nicolas Sarkozy envisage une plus grande intégration de***

### ***la France dans l'OTAN ?***

Ce n'est pas du tout un hasard. D'ailleurs, le président de la République avait dit au début de son mandat qu'il était disposé à prendre place dans une Alliance renouvelée. A ce jour, on ne sait toujours pas ce qu'il a, ou pas, obtenu. En fait, Nicolas Sarkozy souhaite être le meilleur élève de la classe occidentale. Il rêve de devenir le Tony Blair des années à venir.

#### ***Le président court-il un risque politique en engageant un peu plus la France en Afghanistan ?***

Je le crois. Pour s'en convaincre, il suffit de voir la situation au Canada où la population ne supporte plus de voir ses soldats tués. Cela provoque une telle crise que le gouvernement menace de se retirer. La situation politique est devenue intenable.

#### ***Comment, selon vous, aurait-on dû aborder la question afghane ?***

Avant de décider, sans le moindre débat, la moindre concertation, de l'envoi de renforts militaires, il aurait fallu se pencher sur la question du devenir de l'OTAN. A force d'élargir son champ géographique et ses missions, plus personne ne sait aujourd'hui quel est son rôle. En Afghanistan par exemple, s'agit-il de lutter contre les terroristes ou de contribuer à la création d'un Etat. C'est la confusion la plus totale. Cette situation conduit l'OTAN à être inefficace.

Il faudrait donc commencer par mettre à plat le fonctionnement de l'OTAN. Puis définir son rôle et ses missions dans chacun des 26 pays membres, puis au sein de l'Alliance elle-même. Avant l'examen de ces points, la France ne doit pas examiner sa participation. Sauf à prendre un risque d'engrenage.

#### ***La position de votre ex-camarade Kouchner vous embarrasse-t-elle ?***

Comme pour le Tibet, Bernard Kouchner est tenu à la solidarité gouvernementale. Mais je ne suis pas sûr qu'il partage les options guerrières du président Sarkozy. Du moins, je l'espère.

Aujourd'hui, il devrait constater que la coupe est pleine et, pour être fidèle à ses valeurs et à son histoire, tirer toutes les conséquences.

En clair, je l'invite à démissionner du gouvernement, sans quoi son itinéraire n'aurait servi à rien.

## Ségolène dégage la première !

Bon Ségolène Royal a été la plus rapide ! Elle fait de mes propositions (voir le discours en dernières pages) au Conseil National du 25 mars pour un congrès utile, un argument de vente.

Bien joué ! Elle démontre qu'elle est sur le coup ! Et elle ira jusqu'au bout !

Oui, il faudrait un congrès qui réponde aux questions plutôt qu'un congrès à coups de motions fourre-tout.

Ségolène Royal publie un questionnement et propose de le faire débattre par les militants du PS. Elle prend l'avantage.

Tout le Parti socialiste est ainsi résumé.

Le Premier secrétaire, tout au peaufinement de son « image de sortie », n'a pas jugé bon de reprendre l'idée. Mieux, plutôt que de publier les interventions du CN dans *l'Hebdo*, il s'est fait interviewer. Pourquoi pas il est encore Premier secrétaire. Ségolène Royal a repris l'idée. Elle ne s'est pas « grattée ». Elle a paraphrasé mot pour mot mon intervention: « (.) *l'objectif que notre future motion se fixe. Il s'agit de sortir de l'exercice convenu, répété à chaque congrès, qui consiste à pondre un pavé lu par peu de personnes et qui décline de manière parfois poussive les axes traditionnels du socialisme. La motion devra partir du vécu concret des gens, et répondre sans ambages à travers des solutions créatives, conformes à nos valeurs humaines et adaptées au défi de la modernité* » rigolo non ? Pourquoi se gênerait-elle ?

Dans le reste du parti chacun se marque, se jauge, se soupèse et chante « pourquoi pas moi ? », ou « en tous cas pas lui ou pas elle ». Les plus sophistiqués rajoutent qu'il faut faire le congrès contre personne.

Pendant que l'on valse. Ségolène Royal danse, proposant la démocratie participative mais préparant la présidentialisation du PS.

Comprenons nous bien, je n'ai rien contre Ségolène Royal en tant que personne. Je ne me lève pas le matin pour contrecarrer son destin présidentiel. J'ai fait mon choix en ce domaine mais je suis capable de choisir celui ou celle qui peut faire gagner la gauche. Je suis prêt à lui reconnaître de la ténacité, de la détermination, un chouillat de culot etc.

Ce qui, dans notre époque émolliente, est déjà une identité. Je ne pense pas qu'elle soit un personnage secondaire. Par contre, je m'interroge parfois sur l'époque qui pourrait l'être.

Je ne suis pas d'accord avec son projet politique pour le Parti socialiste.

Il fut entièrement résumé par Gaëtan Gorce dans une lettre ouverte : la présidentialisation du PS., la transformation du PS en machine exclusivement électorale totalement dévolue à la présidentielle. Ségolène Royal, dans *le Journal du Dimanche*, ne le dément pas. avec « son »

parti de 4 millions d'adhérents.

Je crois toujours qu'un parti reste un éducateur collectif dans la République. Je crois toujours que le but de la gauche n'est pas le pouvoir pour le pouvoir. Je crois toujours que l'idéal reste l'émancipation, je crois toujours que ceci passe par la gouvernance mais ne s'y réduit pas.

Je suis contre, parce que son projet ne rénove pas le Parti socialiste. Il le fige dans des frontières anciennes. Nous n'aurons pas le parti de toute la gauche, les primaires, voire un renouveau idéologique et programmatique avec un présidentiable à sa tête. Contrairement à ce que tout le monde aime à dire sans même y réfléchir. Et singulièrement si ce dernier se fixe comme objectif de mettre le PS au pas pour faire avancer la gauche à son rythme.

Il y a dans tout cela comme un changement de nature du PS.

Je pense que Ségolène Royal surestime l'opinion, au détriment d'une orientation claire, lisible et novatrice. C'est un débat, ce n'est pas un combat. Je crois que Ségolène Royal est fermée à notre option. Elle estime qu'elle doit prendre le parti et qu'il doit faire corps avec son destin. C'est ce qui lui aurait manqué à la précédente présidentielle. Pour faire vite, elle a en tête non pas le Mitterrand des années 1965 et 1970 mais celui de 1988. C'est une opinion, ce n'est pas la mienne. Il ne s'agit pas d'anathème mais de politique. Que nombre de journalistes ne souhaitent pas le voir, pas besoin de faire appel à Lacan pour comprendre pourquoi. Mais il y a débat et il faudra bien qu'il ait lieu. Quant à Bertrand Delanoë, il ne semble pas avoir tranché, je lui tends donc à nouveau la main pour en discuter. Mais pour quelques personnes qui ne lisent que les titres, mon objectif n'est pas un front contre, mais une majorité pour ! Et cela passe par le fait que Bertrand Delanoë ne fasse pas du Premier secrétariat un préalable.

Maintenant il n'est pas impossible que la combinaison d'un parti fatigué des querelles, des médias excités à l'odeur de l'instant, et des acteurs boursoufflés par leur visibilité, ne conduise à une conjoncture victorieuse pour Ségolène Royal.

Elle avance, elle avance, comme lors de la désignation du candidat du PS à la présidentielle se riant des querelles de garçons dans leur cour de récréation.

Pourtant, il existe un autre chemin. D'abord ne pas rester sur le terrain de « qui sera le leader ? », c'est celui de Ségolène Royal. Ensuite clarifier dans le dialogue avec nos militants les réponses aux français, ensuite réunir tous ceux qui veulent reconstruire l'offre politique du PS et travailler au parti de toute la gauche. Enfin rendre cette démarche majoritaire pour produire une synthèse reconstructrice.

Je m'y emploie, je m'y emploie.

□

## Jean-Paul Huchon, «De battre, ma gauche s'est arrêtée», Le Seuil, 17 euros, 183 pages

Jean-Paul Huchon publie aux éditions du Seuil un brûlot sur le PS (*De battre, ma gauche s'est arrêtée*), un parti dont la pensée «est morte» et où le débat est devenu «impossible».

Fidèle à sa réputation, cet ex-rocardien, aujourd'hui strauss-kahnien, livre sa vérité toute nue, dans des conversations avec le journaliste Denis Jeambar: «*Je le dis sans détour: la pensée de la gauche aujourd'hui est une pensée morte, parce que le programme du Parti socialiste et ses alliances reposent sur des idées mortes depuis longtemps*».

Cet homme aux allures de notable, ancien du PSU, ne soutient pas pour autant Ségolène Royal, quand bien même sa campagne présidentielle a livré des «éléments» d'une «gauche moderne». Jean-Paul Huchon va jusqu'à subodorer «un complot pour s'emparer du parti, éliminer les présidents crédibles et basculer dans un nouvel âge» avec le sacre de Mme Royal.

Quant à Bertrand Delanoë, il «est encore dans une vision jospiniste figée, classique», avec «moins d'inventivité». Comment bouger? «*Si l'on dit clairement (...) que nos al-*

*liances ne tiennent plus la route et qu'il faut s'allier avec le centre (...), que nous devons assumer sans état d'âme le fait que nous sommes des sociaux-démocrates, on se fait exécuter*». Jean-Paul Huchon prône une «nouvelle alliance entre les socialistes modérés et les chrétiens-démocrates». Pas vraiment la tasse de thé du parti.

A le lire, le mal est très profond. «Le PS est rongé, en fait, par des préoccupations tactiques internes. Elles l'emportent toujours sur la capacité à affirmer une force de résistance intellectuelle».

Selon lui, «le débat est devenu impossible à l'intérieur du PS. Sous la pression des apparatchiks, on se met la tête dans le sable, comme l'autruche, puis on attend que ça passe».

L'ancien «dircab» de Michel Rocard à Matignon va prendre place parmi les hérétiques : entre la gauche et la droite, «le temps de la confrontation de deux philosophies complètement différentes est révolu», écrit-il.

□

## AU COURRIER DES LECTEURS

### « Jamais plus jamais » par Sylvette Tardits, militante PS à Montpellier

Qu'est-ce qui fait courir Mme Royal, et seulement elle, actuellement ? 2012. C'était clair dès le soir du second tour. Et, depuis lors, les postures et interventions spécifiquement négociées par elle dans les médias témoignent de ce qui relève -il faut bien le dire- de la compulsion névrotique.

Elle n'est pas la seule à en être atteinte. A tous les niveaux, ce «parti d'élus» qu'est devenu notre PS offre le même consternant spectacle d'hommes et de femmes qui, quels que soient leur âge ou leur ancienne activité professionnelle, ulcérés par une mise à l'écart, révèlent dans l'obsession de leur désir l'incroyable suffisance de leur ego et, par la même occasion, l'absence de toute régulation démocratique au sein des organismes fédéraux comme nationaux.

Pour assurer le premier, c'est-à-dire le plus nécessaire et le plus fort, de ses principes, l'émancipation, le PS n'a pas besoin de supporters ni de béni-oui-oui. Il a besoin de recruter ceux qui veulent comprendre pour bâtir ensemble. Nous avons besoin d'entendre, de lire, de travailler avec de vrais responsables, dans le domaine de leur expertise (parce que personne n'est bon en tout, n'est-ce-pas?) pour nous approprier dans les meilleures conditions des problématiques clairvoyantes qui n'ont pas grand-chose à voir avec les propos d'estrade, la seule parole que les militants entendent malheureusement depuis trop longtemps. La douloureuse réalité, c'est que les débats instructifs et vulgarisateurs se situent sur les radios, i-Télé, ou chez Calvi.

Pas chez nous.

Pourquoi à ce stade donner un blanc-seing 4 ans en avance ? A qui n'a pas fait montre d'une grande maîtrise des dossiers, qui évoluent pourtant tous les jours ? A qui a déployé bien plutôt une redoutable propension à l'improvisation perso qui n'a rien à voir avec la «consultation participative» prônée en façade? Mme Royal a tout à perdre à passer pour la sempiternelle candidate.

Je verrais bien le fameux «préambule» comme un «Jamais, plus jamais...» qui listerait tous les dysfonctionnements avérés (mais étouffés jusqu'ici) qui permettent à des fédéraux et «grands (?) élus» de traiter les militants comme du bétail à «bien» voter.

La sale pratique des consignes de vote en sous-main, parce que sans larges débats, n'installe que la défiance des uns envers les autres, quand ce n'est pas le dénigrement et la haine. Comment a-t-on le front d'appeler ensuite à l'unité, c'est-à-dire à l'alignement?

Le PS doit au cours de ses préparations, puis conventions et congrès, montrer au contraire la multiplicité de ses talents et la vigueur rigoureuse de ses propositions.

Ainsi, l'équipe nationale née du congrès pourra assurer pleinement la charge de coordonner et de rehausser les débats dans les diverses assemblées nationales et internationales et de veiller à leur non-détournement par les médias.

□

### « Une confrontation des présidentiables risquerait de blesser le PS » Entretien de Pierre Moscovici au *Figaro* (7 avril 2008)

**LE FIGARO.** *Vous avez assisté à plusieurs réunions des « reconstruc-teurs », ce groupe qui essaie de rapprocher les courants fabiusien et strauss-kahnien. Où en êtes-vous aujourd'hui ?*

Pierre MOSCOVICI. J'ai toujours eu avec les « reconstruc-teurs » une attitude qui n'était ni de participation active, ni de défiance. Il est utile de débattre avec les partisans de Laurent Fabius, d'Arnaud Montebourg ou de Martine Aubry, pour identifier des convergences, voire aller au-delà. En ce sens, Jean-Christophe Cambadélis a eu raison de tendre la main à Bertrand Delanoë. Mais lorsque l'on arrive au stade des contributions, il faut être soi-même. Il faut s'affirmer. Social-démocrate, je souhaite un Parti socialiste européen, réaliste, innovant. C'est la ligne que je défendrai, avec beaucoup d'autres, au prochain congrès.

**Avec Arnaud Montebourg dont vous vous êtes rapproché ?**

Nous avons avec Arnaud la volonté de travailler ensemble pour bâtir un projet porteur d'espoir. Tout cela sans état d'âme, sans arrière-pensées, sans calcul tactique. Je ne souhaite pas que le congrès du Parti socialiste soit un congrès de désignation de notre candidat à l'élection présidentielle de 2012. C'est beaucoup trop tôt, et ce serait dangereux pour le parti, car une confrontation des présidentiables risquerait de blesser le PS. Choisir un congrès de désignation, c'est combiner tous les inconvénients : dureté des débats, artifices des positions, résultat incertain, compétition prolongée pour le pouvoir.

**Une position qui vous fera apparaître en opposition à Ségolène Royal et Bertrand Delanoë.**

Je refuse un congrès anti-Royal ou anti-Delanoë, un congrès qui soit orienté contre quelque présidentiable que ce soit je pense à Dominique Strauss-Kahn, à Martine Aubry, à François Hollande, pourquoi pas à d'autres. Allons vers un congrès de rénovation et de reconstruction, évitons la stigmatisation.

**À la direction du PS, les ambitions peuvent naître. Qu'est-ce qui garantit que vous ne serez pas candidat en 2012 ?**

Il faut être cohérent. On ne peut pas refuser un congrès de désignation et, dès le lendemain, promouvoir sa propre candidature à l'élection présidentielle. C'est cette attitude qui a empoisonné la vie du PS dans les dernières années. Celui qui sera, sur cette base, premier secrétaire à l'issue du congrès doit s'engager à ne pas être candidat en 2012. Ce sera, bien sûr, mon attitude.

**Quelle direction donneriez-vous au PS si vous étiez premier secrétaire ?**

Le congrès doit être un congrès de rupture et traduire un choix réformiste assumé. Il doit déboucher sur un programme de travail ambitieux, sur deux à trois ans. Le parti doit se projeter dans l'avenir en répondant à toute une série de questions. Quelle est notre identité ? Qu'est-ce qu'être socialiste au XXI<sup>e</sup> siècle ? Quelle est notre conception de la mondialisation ? De l'Europe ? Comment moderniser le parti pour qu'il soit plus en phase avec la société ? Nous devons également réfléchir à un élargissement du PS pour en faire le parti de toute la gauche et désigner notre candidat à l'élection présidentielle à travers des primaires ouvertes à tous les électeurs socialistes.

**En attendant que le PS ait mené ses travaux de rénovation, sur quelles bases allez-vous fonder l'opposition au gouvernement ?**

Notre opposition ne doit être ni frontale ni complaisante. Le PS doit bien sûr marquer sa désapprobation mais aussi porter des alternatives. Prenons trois sujets. La réforme des institutions proposée par Nicolas Sarkozy ne peut être acceptée en l'état, mais les propositions du comité Balladur méritent d'être discutées. Sur la présidence française de l'Union européenne, nous insisterons pour que le modèle social européen soit au cœur des débats. Sur la réforme des retraites, enfin, ne soyons pas les défenseurs du statu quo mais agissons pour que les questions de la pénibilité ou de l'emploi des seniors soient prises en compte.

□

### **Intervention de Jean-Christophe Cambadélis au Conseil national du 25 mars 2008**

Un succès et une sanction. La victoire est tout à la fois un succès pour nous-mêmes et une sanction pour le pouvoir.

C'est, je crois, la combinaison de deux choses : le rejet d'une attitude, le rejet d'une politique, mais en même temps, c'est l'acceptation du début d'un projet ; car ce que l'on n'a pas assez souligné dans cette magnifique victoire, c'est la pratique quotidienne, c'est le modèle quotidien que les socialistes promeuvent au niveau des territoires.

Je crois qu'il s'agit d'un modèle, l'investissement productif, la social-sécurité, un urbanisme écologique, la démocratie locale. Les socialistes ont été perçus comme la protection rapprochée de la population et des Français. Le problème qui nous est posé, c'est : comment porter au niveau national ce qui est d'ores et déjà une réussite locale. Nous ne sommes pas, comme nous l'avons entendu, dans la cohabitation avec le pouvoir central, nous sommes d'ores et déjà, par notre pratique, l'alternative. Et il faut tenter, essayer de faire en sorte que nous puissions porter celle-ci au niveau national.

Donc la question qui nous est posée est : comment faire prospérer cette alternative ?

Je voudrais insister sur trois choses.

La première, nous vivons en ce moment une crise tout à la fois institutionnelle, économique et sociale. La victoire des socialistes aux élections municipales n'a pas fait disparaître les données de la situation politique française avant les municipales, bien au contraire. Dans une situation où le président de la République est à son niveau historiquement le plus bas, ne serait-ce que par rapport à son Premier ministre. Dans une situation où moins de onze mois après avoir été élu triomphalement, il est sanctionné par le pays. Nous avons très concrètement la crise institutionnelle et politique, qui nécessiterait rapidement un débouché politique. Nous aurons l'occasion de le faire lors du débat sur la question de nos institutions.

Deuxième point, notre victoire se déroule dans une crise économique. Les caisses sont vides. La crise économique est mondiale. Ce que nous disions avant les élections va se produire après les élections. Il est évident que le pouvoir va être confronté à la question de l'austérité.

Mais en même temps, nous sommes dans un moment particulier de reconstitution sociale, si je puis dire. Il

n'y a pas que les élections municipales, il y a dans notre pays toute une série de mouvements sociaux sur la question des salaires. On l'a vu avant, pendant et on le verra après les élections municipales. Il ne faut pas, absolument pas, au nom de la victoire, oublier ce que nous avons dit sur la question du pouvoir d'achat et sur la question des salaires.

François Hollande nous a proposé trois groupes de travail. Je pense qu'ils seront utiles. Mais François, je voudrais te proposer quelques autres éléments de travail collectif.

D'abord, il n'est pas possible que, dès maintenant, nous ne préparions pas les élections européennes. Ces dernières vont intervenir après la présidence française européenne, dans une conjoncture économique dégradée. Le traité de Lisbonne dispose que le Président de la commission sera choisi au sein du parti politique européen qui aura gagné les élections au Parlement européen : cela milite pour un bloc de gauche. Nous allons donc avoir un programme commun européen avec les sociaux démocrates européens.

Je ne voudrais pas que, le nez sur l'élection, on se retrouve dans une situation où nos démons passés nous reviennent et que de nouvelles divisions prospèrent. Il faut dès maintenant que le Parti socialiste français travaille dans le cadre du Parti socialiste européen pour la définition concrète de ce que doit être le programme de l'ensemble des socialistes européens car c'est au niveau continental que se passeront maintenant les élections.

Ensuite, il y a les élections régionales, elles vont intervenir à quelques encablures des présidentielles. Chers camarades, nous sommes à la tête de vingt régions, la question qui sera posée dans deux ans est assez simple : qui seront les sortants ? Le pouvoir ou les présidents de Région ?

Si nous ne commençons pas dès maintenant une campagne sur la fiscalité des collectivités locales. Si nous n'indiquons pas dès à présent que le pouvoir, par la politique qu'il a mené, étrangle les collectivités locales. Vous l'avez vu entre les deux tours des élections municipales ; La droite fera porter sur nous la situation fiscale régionale. Il faut un groupe de travail qui travaille dès aujourd'hui sur cette question-là. Le Parti socialiste doit être en disposition pour ces échéances. Car, au-delà du congrès, et j'en dirai un mot, c'est la marche de l'alternative qu'il faut construire.

# La lettre

Pour finir, un mot sur le congrès. Je pense que la première des rénovations, la première des reconstructions, la première des novations, c'est de changer la manière dont nous préparons notre congrès. Si notre prochain congrès, c'est à nouveau des motions totalisantes, qui sont, en fin de compte, l'expression de petits partis qui traitent tous les problèmes de la société, eh bien mes chers camarades, les Français ne s'y retrouveront pas. Le problème qui nous est posé, c'est de faire un congrès utile et pour cela, il serait bon, au lendemain de notre convention qui nous réunira, j'espère, sur la question de la déclaration de principe, de fixer nous-mêmes les questions, la dizaine de questions ou les cinq questions, ou les douze questions,

peu importe, mais les questions en rapport avec ce à quoi sont confrontés les Français. Le congrès doit répondre aux questions que les français se posent, nous aurons à y répondre. Ce sont des questions pratiques. Cela n'exclut pas les questions stratégiques, les questions politiques. Mais c'est à partir de questions que nous devons débattre et trancher l'orientation politique.

Sinon, nous resterons chacun dans nos boutiques. Or, ce dont a besoin le Parti socialiste, au lendemain de sa victoire des municipales, c'est de réponses et d'unité.



### **Contribution de Jean-Marie Le Guen à une prise de position du PS sur l'avenir de notre système de retraite**

I - Il y a aujourd'hui une forte convergence pour organiser nos propositions sur les retraites autour des axes suivants : allongement de la durée des cotisations articulé par-delà la priorité sociale à la hausse du taux d'emploi des seniors, prise en compte de la pénibilité mesurée notamment en fonction de l'espérance de vie, renforcement du Fonds de réserve, amélioration de la situation des petites retraites, en particulier celles des carrières incomplètes.

II - Deux questions politiques restent à définir plus précisément .

a/ Faut-il ou non mettre en avant l'allongement de la durée de cotisation ?

- Si notre opposition à l'application unilatérale de la loi Fillon (passage à 41 ans sans négociation) ne fait pas débat (me semble-t-il) faut-il se centrer sur un discours « Non à la loi Fillon », au risque d'occulter notre message sur la nécessité de l'allongement ? Je ne le crois pas : nous serions inaudibles, à l'image de 2003, et l'ambiguïté qui résultera de notre position (assimilée à un refus de la perspective de l'allongement) rassurante et facile à court terme, nous coûtera cher à moyen terme lorsqu'on voudra tenir un discours (ou une gestion) crédible. Je suis donc pour assumer une position forte sur la perspective nécessaire de l'allongement de la durée des cotisations, tout en critiquant l'application unilatérale des 41 ans.

- L'affaiblissement ou la disparition du Fonds de réserve est inacceptable pour nous : c'est un affaiblissement considérable des retraites à partir de 2020, c'est la rupture du contrat social construit avec l'ensemble des organisations syndicales, c'est la fin de la crédibilité du fond de pension à la française.

b/ Jusqu'où aller dans le détail du financement ?

Autant je pense qu'il faut être crédible et sérieux sur « l'économie du système de retraite » (cf point précédent), autant je pense qu'il ne faut pas s'enfermer dans une vision comptable du financement. Pour deux raisons :

- parce que l'on ne peut pas uniquement envisager l'avenir des P.O. sans l'inscrire dans une vision globale d'une politique économique (Quelle sera la situation en 2012 ? Quelle est celle du gouvernement aujourd'hui ?). Plus précisément encore il faut avoir une vision précise des autres besoins sociaux a priori indexés sur la CSG. Je pense en particulier à la dépendance, qui passe pour le moins par un rattrapage

de la CSG des retraités (+ 0,8 point) et sans doute par un coup de pouce plus général. Il faudra aussi considérer la « maladie » pour laquelle il est évident qu'il faudra assurer une progression d'un point dans les cinq ans qui viennent.

- L'idée d'une progression soit disant indolore de la CSG ou des cotisations sociales retraites en substitution à la baisse des cotisations Unedic, outre qu'elle risque d'être celle du gouvernement, sera critiquée fortement par les partenaires sociaux, et elle organisera un transfert supplémentaire des actifs vers les inactifs : Attention à ne pas trop charger la barque !

Au total, je préconise une position courageuse sur le fond du dossier et une prudence sur le financement.

III - Quel positionnement pour l'action des socialistes ?

Si la posture « critique » de 2003 semble être désormais jugée insuffisante, le dessein d'une alternative est-il suffisant ? Nous risquons (notamment en raison de notre attitude en 2003) de ne pas être suffisamment audibles. C'est pourquoi je plaide pour une attitude plus offensive encore.

● La question des retraites s'impose à nous, ce n'est pas une lubie de l'agenda gouvernemental ou d'une politique libérale.

● Cette question est un des éléments essentiels du contrat social de toute société qui dépasse (comme l'a été le programme de la résistance et sa mise en œuvre dans les 30 Glorieuses) l'aléa des alternances de gauche et de droite, même si elle diffère.

● La réforme des systèmes de retraite est la résultante de l'action combinée du gouvernement et de l'Assemblée mais aussi du patronat et des syndicats, de la loi, de la décision gouvernementale, de la négociation sociale. Pourquoi l'opposition ne s'immiscerait-elle pas dans la renégociation de ce pacte social ? Ce faisant, elle risquerait moins de perdre son identité comme certains pourraient le redouter, que de peser à son tour aux côtés des salariés pour une réforme plus juste et plus durable. N'est-ce pas ce que nous avons fait au moment du Grenelle de l'environnement ? Demandons donc à être associés aux discussions tripartites, prenons l'initiative de rencontrer les partenaires sociaux et faisons de l'intangibilité du Fonds de réserve la première condition de notre engagement.

## IV - Dégager les voies d'avenir

Au-delà de son refinancement et des évolutions de la contributivité (pénibilité, seniors, etc...) la question des pensions les plus basses restera posée. Les socialistes doivent réfléchir à une rénovation plus profonde des règles actuelles des systèmes de retraite pour renforcer la solidarité du régime de base : il faut progressivement déconnecter les droits acquis du financement, basculer les cotisations sociales en CSG (rendement 4 à 5 milliards d'euros par an) en « nationalisant, en fiscalisant, en universalisant » le régime de base. Ainsi pour y parvenir sur 5-10 ans, le minimum vieillesse progresserait plus vite que les droits normaux, et de même pour le

minimum contributif : ainsi, on rend du pouvoir d'achat aux petits salaires et on revalorise les petites pensions.

Le risque est grand sinon, malgré les négociations sur la pénibilité etc..., d'une paupérisation forte de 20% des retraités d'ici 2020.

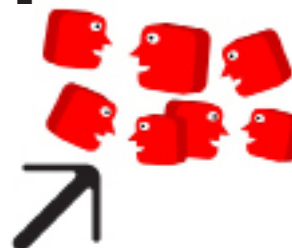
Ainsi, on peut à la fois aller au « compromis social » et proposer des perspectives politiques résolument socialistes et nouvelles.

□

## PRENEZ LA PAROLE : CONTRIBUEZ AU MANIFESTE DU PSE !



manifesto2009.pes.org  
Yourspace



Chaque semaine, de nouveaux abonnés,

faites connaître autour de vous, rejoignez-nous, exprimez-vous, Contactez-nous :

**Par mail** : [lettre@socialisme-et-democratie.net](mailto:lettre@socialisme-et-democratie.net)

**Par téléphone** : 01 40 63 68 48 (Damien ou Karine)

Par courrier postal : Socialisme & démocratie c/o Bureau de Jean-Christophe Cambadélis - 126 rue de l'Université 75355 Paris 07 SP

**CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LA, DIFFUSEZ-LA, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y**

Nom  prénom

Adresse

Téléphone  mail

Abonnement 15 euro soutien 30 euro